

# Extrait du discours de M. Gilbert MARBOEUF,

Maire de Pusignan

## VŒUX DE LA MUNICIPALITÉ

26 JANVIER 2018

### Résultats 2017

Nos résultats 2017 sont plutôt bons malgré les contraintes que nous impose l'Etat. L'Etat nous attribue chaque année une dotation pour compenser les frais que nous causent les domaines régaliens, qu'il n'exerce plus et dont il confie la charge aux communes, éducation, sécurité, état civil, etc.

Cette dotation a presque disparu. En parallèle, au titre de la solidarité avec les communes pauvres, il nous prélève 500k€, dont 400 payés pour notre compte par la CCEL. Au total de ces 2 affaires, nous avons perdu plus de 850k€ par an. Nous versons de l'argent à l'Etat central : avec vos impôts locaux, nous alimentons les caisses de l'état. C'est un comble. Après cela, il est insupportable d'entendre dire que les collectivités territoriales coûtent cher à la Nation.

2 chiffres : les collectivités territoriales représentent 9% de la dette de l'Etat, et cette petite part de la dette nationale n'est due qu'au financement d'investissements, c'est-à-dire des travaux et donc du travail pour nos entreprises, car 70% des investissements publics sont réalisés par les collectivités territoriales. Les communes et les communautés de communes ne sont donc pas des problèmes, comme on l'entend souvent, mais des atouts indispensables au développement de notre pays et de la qualité de vie de ses habitants.

### Taxe habitation

Un autre coup dur vient nous frapper, la disparition de la taxe d'habitation.

En tant que contribuable, je me réjouis d'une telle décision qui, en tant que maire, me contrarie beaucoup et ce, pour plusieurs raisons :

- 1- L'Etat compensera, oui. Mais avec quel argent si ce n'est celui des contribuables ?
-

2- Cette compensation ne tiendra sans doute pas longtemps, elle sera vite rognée et finira par ne plus représenter grand-chose comme la dotation dont je viens de vous parler.

3- Une telle décision, et c'est à mes yeux le plus grave, remet en cause l'indépendance financière des communes qui vont devenir encore plus dépendantes de l'Etat ce qui n'est pas du tout rassurant.

Bien sûr, les impôts locaux dans leurs formes actuelles doivent être revus, on nous promet des réformes en ce sens, et je dis chiche ! Mais il aurait été plus judicieux de commencer par ces réformes.

En mettant la charrue avant les bœufs, l'Etat nous fait comprendre que c'est lui qui décide de tout et contrôle les cordons de la bourse, un vrai retour à un centralisme bureaucratique dangereux, et à un parisianisme méprisant.

Les difficultés de la France ne viennent pas des communes, cellules de base de la vie en société, elles construisent et gèrent la plupart des infrastructures, écoles, sports, loisirs, routes, réseaux, ou est l'Etat central dans ces dossiers qui sont le quotidien de nos concitoyens, qui sont ces donneurs de leçons qui résument tout à des courbes, des chiffres ou des graphiques et ignorent la réalité de la France et des français.

## **CCEL**

Nous avons la possibilité de pouvoir compenser partiellement ces nouvelles ponctions grâce à une gestion très serrée et surtout au dynamisme de la CCEL et de nos zones d'activité, mais dans ce domaine aussi nous sommes contestés, on nous dit que nous profitons de notre situation à proximité de l'aéroport et des voies rapides, personne n'est venu nous voir pour partager nos nuisances quand l'aéroport s'est installé, à l'époque on nous a demandé de faire preuve de solidarité et de sens du sacrifice.

A croire que ces notions ne marchent que dans un sens. Mais nous n'en avons pas fini avec les nuisances, si le projet de fret ferroviaire est reporté, il reste d'actualité et l'autoroute A6/A7, qui deviendra une voie urbaine dans la traversée de Lyon, impliquera un contournement de l'agglomération lyonnaise qui nous traversera très probablement.

---

## Métropole

La commune est également contestée par la réforme territoriale en préparation et il est là question de notre survie. Il ne s'agit pas de donner plus de pouvoir à notre communauté de communes, ce qui, pour moi, serait dans plusieurs domaines, une très bonne chose, mais plus simplement et plus tragiquement une disparition de la CCEL et de nos communes par dilution dans la métropole de Lyon, une fonte totale dans un ensemble 1,4 millions d'habitants.

Qui pensera à nous, à nos besoins, à nos enfants, à nos infrastructures, nous n'aurons même pas un représentant au conseil de cette mégapole.

Lyon métropole européenne, métropole mondiale, oui en termes d'image, de partenariat et de partage sur ce que nous avons en commun, les structures nécessaires à ce travail sont d'ailleurs déjà en place, mais non à une fusion.

Inéluctable ou pas ? Le gouvernement nous dit maintenant que rien ne se fera sans l'accord des communes, par ailleurs il prépare un renforcement des métropoles, je n'ai donc pas la réponse mais le risque est très important et il me semble urgent de réaliser les travaux nécessaires au bien être des pusignanais, même si il faut forcer l'allure, car ce qui ne sera pas fait avant cette échéance à peu de chance d'être réalisé après, et je préfère m'investir sur ces travaux et penser que tout n'est pas fini que d'ergoter sur **qui fera quoi** dans la future mégapole.

L'agglomération bruisse déjà du glissement des pions qui se mettent en place dans cette perspective.